

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ORDONNE DES RETRAITS SUR SALAIRES

Le Snapest menace de ne pas récupérer les cours

Retombées de la grève en cascade dans le secteur de l'éducation. Au moment où la priorité est à la récupération des cours perdus et à la tranquillisation des lycéens, la directive du ministère de l'Éducation, ordonnant les ponctions sur salaires d'une seule traite, fait réagir violemment le Snapest. Il qualifie cette mesure de « vengeance ».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le syndicat de Meziane Meriane se dit étonné du double langage que tient la tutelle qui, d'un côté, dit compter sur la collaboration des enseignants pour le rattrapage des cours et qui, d'un autre, ordonne des ponctions sur salaires.

Le Snapest rappelle que non seulement ces ponctions doivent faire l'objet de discussions entre les deux parties mais que surtout

l'engagement des syndicats à récupérer les cours perdus était conditionné par un accord sur les modalités des ponctions sur salaire. Dans un communiqué rendu public hier, le bureau national du Snapest condamne la directive du ministère de l'Éducation et appelle les enseignants ayant fait l'objet de ces mesures de ne pas adhérer au programme de rattrapage des cours. Les membres du bureau

national se sont dit étonnés de la décision du département de Baba Ahmed qui s'empresse de donner des directives pour les ponctions sur salaires au moment où le plus urgent est de contenir les conséquences d'un long débrayage dans le secteur.

Le Snapest en appelle à l'intervention du ministre auprès du Premier ministre chargé de la Réforme du secteur public qui s'était engagé au moment des négociations pour l'arrêt de la grève à veiller à ce que les ponctions sur salaires soient abandonnées en contrepartie de la récupération des cours.

N. I.



Photo : Samir Sid

Meriane condamne la directive du ministère.

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR DIT OUI À SES REVENDICATIONS

L'Union des travailleurs des APC applaudit

Des représentants de l'Union nationale des travailleurs du secteur des APC, affiliée au Snapap, ont rencontré mercredi dernier le secrétaire général du ministère de l'Intérieur. A l'ordre du jour, des discussions autour d'une plateforme de plusieurs points. Son président en est sorti plutôt satisfait en raison de la prise en charge de la majorité des revendications.

La rencontre entre l'Union nationale des travailleurs et le secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs des APC s'est soldée par l'engagement du département de l'intérieur à prendre en charge les doléances des travailleurs des

APC. Hellassa Azzedine, président de ladite Union, n'a pas caché hier sa satisfaction. Il évoque une augmentation de la prime de guichet qui passe de 20 % à 40 % et qui concernera 43 000 agents. La prime de signature passe quant à elle à 25 % et

concernera 16 000 agents. Pour ce qui est de la prime de rendement que le syndicat voudrait voir atteindre 40 % du salaire, le département de l'intérieur a fait la promesse d'étudier la question.

Revendiquant l'intégration des 13 000 employés dans le cadre du pré-emploi, l'Union s'est vu répondre que le dossier sera étudié et des solutions seront proposées en fonction de l'expérience des agents en question.

Le Premier ministre devra également trancher au sujet de la

question de l'intégration des nombreux corps communs travaillant comme contractuels.

Le syndicat, qui revendique un seuil minimum d'exigences pour le poste de secrétaire général d'APC, affirme que le ministère de l'Intérieur fixera bientôt par décret les modalités de désignation des secrétaires généraux qui devront désormais avoir au minimum le grade d'administrateur.

Au syndicat qui revendique le port de l'uniforme pour les agents de guichet, le ministère de

l'Intérieur a répondu que la question était à l'étude. Idem pour les retombées de l'article 22 relatif aux promotions et qui stipule que les années d'ancienneté n'étaient comptabilisées qu'à compter de 2008 et la revendication relative à la formation des employés nécessitant un passage au sein des centres de formation. Des réponses qui ont visiblement satisfait le syndicat en attendant une seconde réunion prévue le mois prochain.

N. I.

APRÈS LES SCÈNES DE HEURTS ENTRE LES LYCÉENS ET LES FORCES DE L'ORDRE À BÉJAÏA

Les parents d'élèves et le CLA lancent un appel au calme

Le calme est revenu, hier, au chef-lieu de wilaya de Béjaïa après trois jours de violents heurts entre des lycéens et les forces de l'ordre.

La fédération de wilaya des parents d'élèves a lancé un appel en direction des lycéens afin de reprendre avec « sérénité » les cours dès ce dimanche tout en rassurant les élèves des classes de terminale sur la prise en charge de leurs revendications par le ministère de l'Éducation.

Le bureau de wilaya du CLA de Béjaïa s'est également réuni en session urgente vendredi dernier, pour interpeller la famille éducative

sur « le pourrissement et la dégénérescence de la situation suite à l'évolution dangereuse qu'a connue le secteur de l'éducation durant ce trimestre ».

Dans un communiqué rendu public, le CLA a dénoncé les décisions « précipitées » de la tutelle concernant le rattrapage du retard dans les programmes scolaires des classes de terminale suite aux grèves dans le secteur de l'éducation.

La même organisation syndicale estime que « la gestion administrative de la crise, en excluant le pouvoir pédagogique de l'enseignant dans la recherche d'une solution, a

engendré un climat d'anarchie au sein des lycées de la wilaya et un mécontentement des élèves ». « Au lieu d'apaiser et rassurer les élèves et d'user des voies réglementaires et pédagogiques au niveau des établissements scolaires, il leur a été opposé la force où l'excès et la démesure l'ont emporté sur la sagesse, conduisant à un dangereux dérapage, causant des blessés et des dégâts matériels », déplore le bureau du CLA de Béjaïa tout en appelant tous les acteurs du secteur de l'éducation à « plus de vigilance et de sens de responsabilité afin d'éviter le pire ».

A. Kersani

PROMOTEURS ANSEJ EN FAILLITE

Ils se structurent en coordination pour demander l'effacement de leurs dettes

Des poursuites judiciaires, pour non remboursement, ont été lancées à l'encontre des jeunes bénéficiaires de crédits bancaires dans le cadre du dispositif Ansej. Une situation que les concernés dénoncent.

Réunis, hier, au siège du parti politique El Islah, ils ont décidé de se structurer en coordination. « Ils nous ont appelé en 2010 en masse pour nous encourager à créer des entreprises et aujourd'hui, ils lancent des poursuites judiciaires contre nous », a indiqué Amar Tarcha, membre de la coordination.

Selon ce dernier, ces jeunes promoteurs ayant déposé le bilan et dont le nombre dépasse les 11 000 sur le territoire national, sont des victimes. « Nous avons fait faillite et nous ne pouvons pas rembourser nos dettes, les pouvoirs publics doivent trouver une autre solution que de nous jeter en prison », a souligné l'intervenant. La coordination demande l'ouverture du dialogue et des négociations avec les autorités. « Nous n'avons pas bénéficié des mêmes mesures d'allègements qui sont accordées actuellement par l'Ansej aux promoteurs à l'exemple des 10% de l'accord personnel qui nous ont été exigés à l'époque et un contrat de location de cinq ans, alors qu'actuellement il n'est exigé que 1% de l'apport personnel ».

Ces promoteurs en faillite demandent au gouvernement de mettre fin aux poursuites judiciaires dont ils sont sujets et l'effacement de leurs dettes.

S. A.

LE TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED TRANCHE DANS L'AFFAIRE D'UNION BANK

Brahim Hadjas connaîtra son verdict aujourd'hui

Le tribunal correctionnel de première instance de Sidi M'hamed (Alger) se prononcera, aujourd'hui, sur trois affaires de corruption impliquant l'ex-patron d'Union Bank, Brahim Hadjas. Ce dernier est accusé, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, « de dilapidation en 2004 de deniers publics au préjudice de la Banque de l'agriculture et du développement local (BADR) ».

Selon des sources judiciaires, le mis en cause est concerné également par deux autres affaires « d'escroquerie et d'abus de confiance liées à Union Bank où des clients avaient déposé d'importantes sommes d'argent qu'ils n'ont pu récupérer par la suite ».

Une peine de 10 ans de prison

ferme assortie d'une amende d'un million de dinars a été requise le 9 février dernier par le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed à l'encontre de Brahim Hadjas et une peine de trois ans de prison ferme dans les deux affaires d'escroquerie et d'abus de confiance. Pour rappel,

après une cavale de dix ans, Brahim Hadjas, patron de la défunte Union Bank, avait été arrêté par la police des frontières à l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger en provenance du Maroc.

Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé contre lui par le tribunal de Sidi M'hamed relevant de la cour d'Alger. Brahim Hadjas avait été condamné à de nombreuses peines prononcées par contumace, dans le cadre de plusieurs affaires pour lesquelles il

était poursuivi. La plus importante est liée à la gestion de sa banque (Union Bank). Ses 11 filiales, dont Union Santé, Union Immobilier, Union Industrie, Union China-Trading, Union Aviation et Union Air-Fret Service, sont concernées par les recherches, particulièrement Union Pêche, qui avait retenu l'intérêt des enquêteurs en raison de ses activités douteuses et des soupçons de blanchiment d'argent qui pesaient sur elle, notamment après la découverte à Mostaganem

de métaux ferreux à la place du matériel de pêche censé être importé. L'enquête aurait également levé le voile sur des opérations de fuite de capitaux à travers les nombreux transferts effectués par des personnes physiques et morales vers des banques arabes domiciliées en France. Mais dès l'ouverture de l'enquête Brahim Hadjas, détenteur d'un passeport canadien, a préféré quitter le pays en direction du Canada.

A. Bettache